

L'UE détricote ses normes climatiques

PLANÈTE Avec la poussée de la droite nationaliste dans plusieurs pays et au Parlement européen, les majorités politiques sur des textes environnementaux ambitieux sont toujours plus difficiles à obtenir. Sans oublier la pression des entreprises au nom de la compétitivité

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

Le monde peut-il vraiment «compter sur l'UE pour conserver son rôle de chef de file en matière de climat», comme l'a affirmé depuis New York la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies? Pas sûr. Ou alors sans fougue. Car l'Europe arrivera divisée à la COP30, la conférence onusienne sur le climat qui se déroulera au Brésil du 10 au 21 novembre. Et même si des progrès significatifs ont été réalisés par les nations du Vieux-Continent dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution atmosphérique, l'état général de leur environnement en Europe n'est pas bon, a alerté lundi un rapport de l'Agence européenne de l'environnement (AEE).

Surtout, les détricotages des normes environnementales du fameux Pacte vert (Green Deal) sont très nombreux depuis la poussée de l'extrême droite aux élections européennes de juin 2024. Plusieurs textes législatifs importants ont été reportés ou font l'objet de blocages. Dernier exemple en date: la loi contre la déforestation. La Commission vient de proposer une nouvelle fois de repousser son entrée en vigueur, de fin 2025 à fin 2016, au grand dam des organisations environnementales qui dénoncent un «nouveau coup de tronçonneuse».

Ursula von der Leyen contribue à vider de sa substance son Pacte vert pourtant brandi avec fierté durant son premier mandat. La transition écologique peine toujours plus à s'imposer dans l'agenda européen. Elle fond comme neige au soleil. Il faut dire que la mise en œuvre du Pacte vert se fait dans un environnement géopolitique, social et économique de plus en plus agité. Le contexte de la compétitivité européenne, affaiblie par les subventions chinoises et les nouveaux droits de douane imposés par le président américain, n'est pas propice à la défense de nouvelles normes environnementales. Certains pays exigent des pauses réglementaires. L'argument des coûts est aussi régulièrement mis en avant.

Prouver la traçabilité des produits

Prenons la législation contre la déforestation. Elle a pour objectif d'interdire l'importation en Europe



Vue aérienne prise lors d'un survol par Greenpeace des zones d'exploitation minière illégale sur le territoire indigène Kayapo, dans l'Etat de Para, au Brésil. Selon le WWF, l'Union européenne est le deuxième destructeur de forêts tropicales en raison de ses importations. (19 MARS 2025/PABLO PORCIUNCULA/AFP)

de produits comme le cacao, le café, l'huile de palme, le soja, le bois ou encore le caoutchouc qui seraient issus de terres déboisées après décembre 2020. Officiellement, la Commission justifie la demande de report par des «difficultés techniques». Les entreprises qui importent ce type de produits sont censées prouver leur traçabilité via des données de géolocalisation fournies par les agriculteurs et sylviculteurs, associées à des images satellitaires, ce qui n'est pas une mince affaire.

Des pays comme les Etats-Unis, le Brésil, la Malaisie ou l'Indonésie, qui vient de sceller un accord de libre-échange avec l'UE, sont particulièrement critiques. Les Vingt-Sept et le Parlement européen doivent désormais se positionner. Les oppositions sont essentiellement issues des rangs de la droite et de l'extrême droite. L'Italie, l'Autriche et l'Alle-

magne, notamment, dénoncent des exigences «élevées voire impossibles à mettre en œuvre». Selon le WWF, l'UE est le deuxième destructeur de forêts tropicales après la Chine et serait responsable de 16% de la déforestation mondiale à cause de ses importations.

«Pas une bouée de sauvetage pour les riches pollueurs»

Autre exemple de blocage, qui lui a été surpassé: la loi sur la restauration de la nature et de la biodiversité, qui doit permettre à l'UE de restaurer au moins 20% de ses terres et espaces marins abîmés d'ici à 2030, 60% d'ici à 2040 et 90% avant 2050. Les négociations ont été très difficiles, le Parti populaire européen s'y est fermement opposé au nom de la défense des agriculteurs, mais au final le règlement définitif est entré en vigueur en juillet 2024. Avec une version passablement

édulcorée. Ce n'est que grâce au revirement de l'Autriche, qu'elle a obtenu la majorité qualifiée. La Belgique s'est abstenue et la Finlande, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et la Suède ont dit non.

La lutte contre l'écoblanchiment (*greenwashing*) pourrait, elle, être carrément abandonnée. La directive négociée depuis deux ans, censée punir les entreprises se disant à tort «*climate friendly*», est à deux doigts d'être jetée aux oubliettes. L'annonce a été faite le 20 juin par la Commission. D'autres directives lancées pour accroître la responsabilité des entreprises en matière d'environnement ont été affaiblies ou reportées.

Aucun objectif climatique pour 2040

Le Bureau européen de l'environnement, qui regroupe près de 200 organisations environnementales,

n'a pas manqué de critiquer le «Pacte pour une industrie propre», qui prévoit notamment une aide d'urgence pour décarboner certaines industries. «S'il soutient les investissements verts et exige à juste titre que les bénéficiaires de fonds publics contribuent directement à la transition écologique, il comporte toutefois des lacunes qui permettent aux gouvernements de l'UE de financer le gaz fossile et des technologies coûteuses et non éprouvées telles que le captage et le stockage du carbone, dénonce-t-il. Les subventions ne doivent pas servir à pallier une réglementation insuffisante et doivent être liées à des conditions environnementales et sociales contraignantes. Les fonds publics ne doivent pas devenir une bouée de sauvetage pour les pollueurs fortunés sous le couvert d'une transition verte».

A Belém (Brésil), le message européen sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2040 risque d'être décevant. Les négociations sont ardues au sein de l'UE. Les pays européens ont fini par s'entendre sur une promesse de viser, pour 2035, une baisse qui se situerait au niveau national entre 66,25% et 72,5% par rapport à 1990. Mais toujours pas de feuille de route climatique officielle. Pas d'objectif clair pour 2040 et les moyens d'y arriver.

La Commission avait initialement pour ambition une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 90% en 2040 par rapport à 1990

La Commission avait initialement pour ambition de viser une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 90% en 2040 par rapport à 1990. Elle a depuis fait des concessions, notamment en facilitant le recours au marché des crédits carbone, non sans provoquer de vives critiques. Mais des pays comme la Hongrie et la République tchèque mettent toujours des bâtons dans les roues, en défendant leur industrie. Et la France n'a jamais affiché un grand enthousiasme quant à l'objectif des 90%. Elle exige des garanties s'agissant du financement de la décarbonation des industries. Réseau action climat France et CAN Europe n'hésitent pas à dénoncer une «obstruction».

Le thème s'invitera au sommet européen du 23 octobre à Bruxelles. D'ici là, le commissaire au climat Wopke Hoekstra continuera de prendre son bâton de pèlerin pour tenter de convaincre les capitales réticentes. A une époque où Donald Trump n'hésite pas, depuis le siège new-yorkais de l'ONU, à qualifier le dérèglement climatique de «plus grande arnaque jamais menée contre le monde». ■